

Bujumbura sous le feu pendant des heures: attaque ou mutinerie?

Burundi Affrontements militaires toute la journée, vendredi, dans la capitale.

Bujumbura s'est réveillée vers 2 heures du matin, dans la nuit de jeudi à vendredi, sous les coups de feu. Dans l'après-midi de vendredi, les échanges de tirs de roquette, mitrailleuse et grenade se sont poursuivis et les habitants s'étaient terrés chez eux toute la journée. L'ambassade de Belgique, comme plusieurs autres, avait invité ses ressortissants à rester là où ils étaient.

Attaque de l'extérieur ou non?

Une source militaire burundaise anonyme, citée par Reuters, faisait état de l'attaque de camps militaires par des éléments armés. Alors que des militaires anonymes parlaient de "dizaines de morts" parmi "les assaillants" (en fin de journée, une source officielle évoquera un "bilan provisoire de 12 tués et 21 capturés" chez les assaillants et "cinq blessés" dans les rangs pro-régime), on avait pensé qu'il s'agissait d'une attaque de soldats et officiers burundais ayant fait défection depuis l'échec du coup d'Etat militaire des 13 et 14 mai derniers contre le président Nkurunziza.

Ce dernier a plongé son pays dans la crise en s'obstinant à se présenter personnellement à un troisième mandat consécutif, bien que cela ait été spécifiquement interdit par l'Accord de paix

d'Arusha, qui avait mis fin à la guerre civile (1993-2005).

Jusqu'à ce putsch raté, l'armée burundaise était constituée par l'ancienne armée du régime tutsi, à laquelle avaient été intégrés les combattants des guérillas hutues, principalement celle du CNDD-FDD, devenu le parti présidentiel. Le coup d'Etat de mai dernier avait révélé la déchirure dans ce qui était considéré, jusque-là, comme un bel exemple d'intégration réussie.

Mais des habitants de Bujumbura que "La Libre Belgique" a pu joindre vendredi ont une tout autre vision de ce qui s'y passe. Pas d'attaque venue de l'extérieur, selon ceux-ci, mais bien de l'intérieur.

Mutinerie

Plusieurs versions circulent. Selon la première, de nombreux quartiers de la capitale ont été affectés par les violents échanges de tir, avec une forte concentration de ceux-ci autour de trois camps militaires: ceux de Ngagara, de l'Isam (école d'officiers) et de Muha.

Tous trois sont situés en zone habitée et, note un de nos interlocuteurs, ne sont pas imperméables à ce qui se passe dans la capitale depuis des mois: une partie de la population manifeste ouvertement son rejet du régime Nkurunziza, dont les dernières élections n'ont pas été reconnues internationalement.

Selon cette version, des militaires de ces camps se sont soulevés contre la dé-

rive du régime, provoquant des heurts armés avec les militaires pro-régime. Ce qui aurait mis le feu aux poudres serait l'entrée, dans la nuit, d'éléments pro-régime dans ces camps, afin de les remettre au pas.

L'opposition en exil CNARED évoque, de son côté, les "révocations de plusieurs dizaines" de militaires, les "emprisonnements" et "fouilles" domiciliaires contre des officiers, qui ont créé la colère dans l'armée.

Guerre de chefs?

Une autre version évoque des combats en raison d'une "guerre de chefs" du CNDD-FDD, certains ayant décidé de remplacer le président Nkurunziza; on cite le nom du bras droit du chef de l'Etat, Alain-

Guillaume Bunyoni. Si cette version était exacte, cela signifierait un durcissement du régime, déjà isolé.

Le porte-parole du chef de l'Etat, Willy Nyamitwé, a, quant à lui, évoqué une tentative de faire diversion pour permettre une évacuation des militaires putschistes des 13 et 14 mai, qui doivent être jugés lundi. L'avocat belge de quatre de ces militaires, M^r Bernard Maingain, dément (*voir ci-contre*).

La situation dans le pays devait être évoquée vendredi soir (23h belges) au Conseil de sécurité de l'Onu, selon des sources diplomatiques.

Marie-France Cros

3

CAMPS MILITAIRES TOUCHÉS

Il s'agit des camps de Ngagara, Muha et de l'Isam. Tous en ville.

Le procès des putschistes



Lundi doit s'ouvrir à Bujumbura le procès de plusieurs militaires accusés d'avoir fomenté le putsch, finalement raté, des 13 et 14 mai derniers contre le régime Nkurunziza.

L'avocat belge Bernard Maingain doit participer, avec des confrères burundais, à la défense de quatre de ces militaires, qu'il considère comme des *"loyalistes aux Accords d'Arusha et à la Constitution burundaise"*.

Les nombreuses exactions commises par le régime ont poussé à *"négocier avec les Nations unies la sécurisation de l'équipe de défense pendant le procès"*, a indiqué M^e Maingain à *"La Libre Belgique"*.

Les combats de vendredi *"sont étrangers"* aux accusés, assurait leur défense dès vendredi en milieu de journée. Elle *"dément toute velléité ou tentative d'évasion"* de ses clients. M^e Maingain a jugé, pour sa part, qu'expliquer les événements de vendredi par une supposée tentative d'évasion de ses clients *"ressemblait à une tentative de justifier des mesures d'exception"* envers ceux-ci. **MFC**